



Les Pays-Bas cherchent à se soustraire aux règles de l'UE en matière d'immigration

- [19/09/2024](#)

Le gouvernement de coalition des Pays-Bas a déclaré mercredi qu'il souhaitait se retirer de la politique migratoire de l'Union européenne. Pour ce faire, il faut l'approbation des 27 États membres de l'UE.

En avril, le Parlement européen a adopté des règles plus strictes en matière d'immigration et d'asile qui permettent à l'Union européenne de rejeter rapidement les demandes non valides et de répartir les demandeurs d'asile de manière uniforme entre les États membres.

Pour les Pays-Bas, ces changements ne sont pas suffisants.

Retrait : « Je viens d'informer la Commission européenne que je souhaite que les Pays-Bas bénéficient d'une "clause de retrait" en matière de migration en Europe », a indiqué la ministre de l'asile et de la migration, Marjolein Faber, sur X. « Nous devons à nouveau gérer notre propre politique d'asile. »

Le Conseil consultatif néerlandais sur les migrations a toutefois déclaré que « la clause de retrait néerlandaise ne peut être réalisée qu'en modifiant le traité », étant donné que les 27 États membres de l'UE doivent tous donner leur feu vert à cette décision.

Dans une lettre adressée à la Commission européenne, M. Faber a écrit que les Pays-Bas « visent à réduire considérablement le volume de l'immigration » et qu'ils « demanderont donc une dérogation au statu quo européen en matière d'asile et d'immigration en cas de modification du traité ».

C'est peu probable, car le nombre de demandeurs d'asile doit alors être réparti entre un nombre plus restreint d'autres États membres. Tous les États membres ne seront pas enthousiastes à ce sujet.

—Mark Klaassen et Laura Kok, membres du Conseil consultatif

Crise : Vendredi, le Premier ministre néerlandais Dick Schoof a annoncé des plans pour une nouvelle politique d'immigration, déclarant : « Nous ne pouvons pas continuer à supporter l'afflux important de migrants dans notre pays. »

Les gens vivent une crise de l'asile. C'est pourquoi nous introduirons bientôt une mesure d'urgence consistant en de multiples procédures pour rendre la migration et l'asile plus strictes. Nous nous concentrerons sur le départ rapide de ceux qui ne peuvent pas rester et sur une procédure accélérée pour les demandes d'asile qui n'ont aucune chance d'aboutir.

—Dick Schoof

Il s'agira du « régime d'asile le plus strict jamais mis en place ».

À l'instar des Pays-Bas, de nombreux États européens se montrent plus stricts en matière d'immigration. Ils y voient une énorme menace pour le continent.

En savoir plus : Lire « [Pourquoi une nouvelle crise des migrants pourrait détruire l'Europe](#) ».